

ARRÊTÉ DREAL N° 70-2025-01-14-00002

EN DATE DU 14 JAN. 2025

portant mise en demeure de la société WALTEFAUGLE
sur la commune de Dampierre-sur-Salon

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAÔNE

VU

- le code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6 à 8, L.171-11, L.172-1 et suivants, L.181-12, L.512-1, L.512-7, L.512-10, L.514-5, R.171-1, R.511-9 ;
- le code de la justice administrative ;
- le décret du 27 septembre 2023 portant nomination du Préfet de la Haute-Saône – M. Romain ROYET ;
- le décret du 24 avril 2024 portant nomination de la Secrétaire Générale de la préfecture de la Haute-Saône – Mme Annick PÂQUET ;
- l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2560 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;
- l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2940 (Application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc., sur support quelconque) de la nomenclature des ICPE ;
- l'arrêté préfectoral 1D/2/I/68 n°1343 en date du 7 juin 1968 modifié portant classement des établissements WALTEFAUGLE à Dampierre-sur-Salon au regard de la législation sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes, autorisant d'exploiter, sur la commune de Dampierre-sur-Salon, des installations de fabrication de pièces métalliques utilisées comme éléments structurants (charpentes, bardages, etc.) dans la construction de bâtiments industriels, agricoles, ou tertiaires ;
- l'arrêté préfectoral DREAL n°70-2021-06-08-00018 en date du 8 juin 2021 portant modification de l'autorisation dont bénéficie la société WALTEFAUGLE pour exploiter une installation de constructions métalliques sur la commune de Dampierre-sur-Salon ;
- l'arrêté préfectoral n°70-2024-05-06-00057 du 6 mai 2024 portant délégation de signature à Mme Annick PÂQUET, Secrétaire Générale de la préfecture de la Haute-Saône ;

- le rapport de l'inspecteur de l'environnement, faisant suite à la visite du 28 novembre 2023, transmis à l'exploitant par courrier en date du 15 novembre 2024, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;
- le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure transmis à l'exploitant par courriel le 22 novembre 2024, en application de l'article L.171-6 du code de l'environnement ;
- les observations reçues par courriel le 19 décembre 2024 formulées par l'exploitant sur le projet d'arrêté précité ;

CONSIDÉRANT

- que les observations de l'exploitant susvisées reçues par courriel le 19 décembre 2024 n'apportent pas d'éléments d'informations suffisants pour réviser les dispositions prévues dans le projet d'arrêté susvisé transmis le 22 novembre 2024 à l'exploitant ;
- que, sur la base des dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation 1D/2/I/68 n°1343 en date du 7 juin 1968 modifié susvisé, et selon le rapport de l'inspecteur de l'environnement susvisé, les installations exploitées par la société WALTEFAUGLE au sein de son établissement de fabrication de pièces métalliques sis sur le territoire de la commune de Dampierre sur Salon relèvent du régime de l'enregistrement au titre des rubriques 2560 et 2940 de la nomenclature des ICPE (nomenclature fixée par l'article R.511-9 du code de l'environnement) ;
- que, par conséquent, en application de l'article 2.1 « Réglementation concernant les ICPE » de l'arrêté préfectoral DREAL n°70-2021-06-08-00018 en date du 8 juin 2021 susvisé, les prescriptions fixées par les arrêtés ministériels relatifs aux prescriptions générales (AMPG) susvisés s'appliquent à ces installations à savoir : AMPG du 14 décembre 2013 modifié et AMPG du 12 mai 2020 ;
- que l'article 14 de l'AMPG du 14 décembre 2013 modifié susvisé prescrit que « *L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :*
 - [...]
 - *de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local [...] ;*
 - *d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) [...] implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures [...] ; les appareils sont distants entre eux de 150 m maximum [...] ; à défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis favorable des services départementaux d'incendie et de secours ; [...] l'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau [...] » ;*
- que, selon le rapport de l'inspecteur de l'environnement susvisé, lors de la visite du 28 novembre 2023, l'inspection des ICPE a constaté que :
 - les documents (fiche ETARE de l'établissement, ainsi que les plans qui l'accompagnent) devant faciliter l'intervention des services départementaux d'incendie et de secours de la Haute-Saône (SDIS70) ne sont pas à jour (documents datant de 2016, contenant des mesures de débits d'eau à réviser, qui ne prennent notamment pas en compte les travaux d'extension des bâtiments et de réaménagement du site réalisés depuis 2016, ainsi que le dispositif de détection incendie et de surveillance mis en place en 2020) ;

- la couverture de l'établissement en points d'eau incendie ne respecte pas les distances maximales prescrites applicables D1max et D2max :
 - ✓ de tout point de la limite de l'établissement à un point d'eau incendie : D1max = 100 m (D1max de l'ordre de 200 m) ;
 - ✓ entre points d'eau incendie : D2max = 150 m (D2max de l'ordre de 390 m) ;
- que l'article 19-V de l'AMPG du 14 décembre 2013 modifié susvisé prescrit que « V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.
[...]
Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :
 - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie, d'une part ;
 - du volume de produit libéré par cet incendie, d'autre part ;
 - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 l/m² de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.
 [...] » ;
- que, selon le rapport de l'inspecteur de l'environnement susvisé, lors de la visite du 28 novembre 2023, l'inspection des ICPE a constaté que le confinement des eaux d'extinction n'est pas assuré, l'exploitant n'étant pas en mesure de présenter les pièces permettant de justifier que l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, pourront être recueillies et confinées, en attente de leur récupération ou de leur traitement ;
- que l'article 29 de l'AMPG du 14 décembre 2013 modifié susvisé prescrit que « [...] Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.
[...]
Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés [...] au moins une fois par an [...] » ;
- que, selon le rapport de l'inspecteur de l'environnement susvisé, lors de la visite du 28 novembre 2023, l'inspection des ICPE a constaté :
 - l'absence de réseau d'assainissement permettant de collecter et traiter les eaux pluviales susceptibles d'être polluées qui ruissellent sur les plateformes historiques de l'établissement, ainsi que sur celle dédiée au stockage des déchets ;
 - l'absence de décanteur-séparateur d'hydrocarbures au niveau de l'exutoire du réseau d'assainissement de la plateforme de la zone d'extension récemment imperméabilisée ;
- que l'article 31 de l'AMPG du 14 décembre 2013 modifié susvisé prescrit que « Les rejets d'eaux pluviales canalisées respectent les valeurs limites de concentration suivantes [...] :
 - matières en suspension totales : 35 mg/l ;
 - DCO (sur effluent non décanté) : 125 mg/l ;
 - Hydrocarbures totaux : 10 mg/l. » ;

- que l'article 10 de l'AMPG du 12 mai 2020 susvisé prescrit que « [...] une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif prélevé sur une durée de 24 heures.
 - [...]
 - DCO (sur effluent non décanté) : semestrielle pour les effluents raccordés / mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel ;
 - matières en suspension totales : semestrielle pour les effluents raccordés / mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel ;
 - substances spécifiques du secteur d'activité : trimestrielle, si le flux est supérieur à 20 g/j ; [...] » ;
- que, selon le rapport de l'inspecteur de l'environnement susvisé, lors de la visite du 28 novembre 2023, l'inspection des ICPE a constaté l'absence de surveillance de l'émission des rejets aqueux de l'établissement ;
- que l'article 42-IV de l'AMPG du 14 décembre 2013 modifié susvisé prescrit que « L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. [...] Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié [...]. » ;
- que, selon le rapport de l'inspecteur de l'environnement susvisé, lors de la visite du 28 novembre 2023, l'inspection des ICPE a constaté l'absence de surveillance des émissions sonores de l'établissement ;
- que, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du code de l'environnement aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine, en application de l'article L.171-8 du même code ;
- qu'il y a lieu, dans ces conditions face aux manquements constatés par l'inspection des ICPE lors de la visite du 28 novembre 2023 recensés ci-avant, de mettre en demeure la société WALTEFAUGLE de respecter les prescriptions ci-dessus applicables aux installations qu'elle exploite au sein de son établissement ;

SUR proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – RESPECT DE PRESCRIPTIONS

En application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, la société WALTEFAUGLE, exploitant une usine de fabrication de pièces métalliques utilisées comme éléments structurants (charpentes, bardages, etc.) dans la construction de bâtiments industriels, agricoles, ou tertiaires, sise 24 route de Champlitte, sur la commune de Dampierre-sur-Salon (70180), est mise en demeure de respecter les prescriptions recensées ci-après dans les délais suivants (à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui est notifié).

Dans un délai de **3 mois**

Prescriptions n°1

Références réglementaires : article 19-V de l'AMPG du 14 décembre 2013 modifié susvisé

Actions attendues

- communiquer à l'inspection des ICPE les pièces permettant de justifier que l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, pourront être recueillies et confinées, en attente de leur récupération ou de leur traitement, à savoir notamment :
 - des plans représentant les dispositifs de collecte et de recueil des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués, ainsi que la localisation des surfaces collectées correspondantes ;
 - une note de calcul (s'appuyant sur les fiches D9 et D9a) permettant de vérifier que la capacité de rétention est suffisante ;
 - toutes les pièces nécessaires permettant de justifier de l'étanchéité du dispositif de rétention (collecte et recueil des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués).

Prescriptions n°2

Références réglementaires : article 29 de l'AMPG du 14 décembre 2013 modifié susvisé

Actions attendues

- établir et communiquer à l'inspection des ICPE un plan d'action visant à mettre en place un réseau d'assainissement permettant de collecter et traiter les eaux pluviales susceptibles d'être polluées qui ruissellent sur les plateformes historiques de l'établissement, ainsi que sur celle dédiée au stockage des déchets ;
- mettre en place le décanteur-séparateur d'hydrocarbures au niveau de l'exutoire du réseau d'assainissement de la plateforme de la zone d'extension récemment imperméabilisée ;
- communiquer à l'inspection des ICPE toutes pièces justificatives montrant que les travaux ont bien été réalisés (photos, factures, etc.).

Dans un délai de **6 mois**

Prescriptions n°3

Références réglementaires : article 14 de l'AMPG du 14 décembre 2013 modifié susvisé

Actions attendues

- revoir la couverture de l'établissement en points d'eau incendie de manière à respecter notamment les distances maximales prescrites applicables D1max et D2max ;
- réviser la fiche ETARE, ainsi que les plans qui l'accompagnent, de manière à prendre en compte en particulier :
 - les travaux d'extension des bâtiments et de réaménagement du site réalisés depuis 2016 (cf. le plan établi par l'exploitant) ;
 - le dispositif de détection incendie et de surveillance mis en place en 2020 ;
 - la couverture de l'établissement en points d'eau incendie, revue et corrigée pour respecter les prescriptions applicables, à savoir notamment :
 - ✓ les distances D1max et D2max ;
 - ✓ la disponibilité effective des débits d'eau (chiffres datant de 2016 à actualiser) ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau ;
- communiquer à l'inspection des ICPE l'ensemble de ces documents mis à jour (fiche ETARE et plans qui l'accompagnent), ainsi que toutes les pièces justificatives nécessaires (rapports de mesure de la disponibilité effective des débits d'eau, dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau, etc.).

Prescriptions n°4

Références réglementaires : article 31 de l'AMPG du 14 décembre 2013 modifié susvisé ; article 10 de l'AMPG du 12 mai 2020 susvisé

Actions attendues

- mettre en place une surveillance de l'émission des rejets aqueux de l'établissement ;
- communiquer à l'inspection des ICPE un rapport de mesures de l'émission des rejets aqueux de l'établissement.

Prescriptions n°5

Références réglementaires : article 42-IV de l'AMPG du 14 décembre 2013 modifié susvisé

Actions attendues

- mettre en place une surveillance des émissions sonores de l'établissement ;
- communiquer à l'inspection des ICPE un rapport de mesures du niveau de bruit et de l'émergence de l'établissement effectuées par une personne ou un organisme qualifié.

Dans un délai de **1 an**

Prescriptions n°6

Références réglementaires : article 29 de l'AMPG du 14 décembre 2013 modifié susvisé

Actions attendues

- mettre en place un réseau d'assainissement concernant les plateformes historiques de l'établissement et celle dédiée au stockage des déchets ;
- communiquer à l'inspection des ICPE toutes pièces justificatives (factures, bordereaux de suivi des déchets) montrant que le décanteur-séparateur d'hydrocarbures du réseau d'assainissement de la plateforme de la zone d'extension a été vidangé (hydrocarbures et boues) et curé.

Dans un délai de **2 ans**

Prescriptions n°7

Références réglementaires : article 29 de l'AMPG du 14 décembre 2013 modifié susvisé

Actions attendues

- communiquer à l'inspection des ICPE toutes pièces justificatives (factures, bordereaux de suivi des déchets) montrant que tous les équipements (décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures) ont été vidangés (hydrocarbures et boues) et curés.

ARTICLE 2 – SANCTIONS ADMINISTRATIVES

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré dans les délais impartis à la mise en demeure, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions administratives prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 – NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société WALTEFAUGLE.

ARTICLE 4 – VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Besançon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 5 – EXÉCUTION ET AMPLIATION

La Secrétaire Générale de la préfecture de la Haute-Saône, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté, et le Maire de la commune de Dampierre-sur-Salon, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée.

Fait à Vesoul, le 14 JAN. 2025
Le préfet,
Par délégation,
La secrétaire générale

Annick PÂQUET

